



M. RODRIGUE DEMEUSE
DÉPUTÉ ECOLO
AU PARLEMENT DE WALLONIE

RAPPORT D'ACTIVITÉS

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019
1RE SESSION DE LA 11E LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 2019-2020
2E SESSION DE LA 11E LÉGISLATURE





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	2
PRÉSENTATION DU DÉPUTÉ	8
PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES	12
A. PARLEMENT DE WALLONIE	12
1. Propositions de décret	15
2. Projets de motion	16
3. Questions orales	16
4. Questions écrites	20
5. Question d'actualité	24
6. Déclarations d'intérêt régional	24
7. Missions et visites	25
B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES	28
1. Propositions de décret	29
2. Proposition de résolution	29
3. Projets de motion	29
4. Amendements	29
5. Rapport	29
6. Questions orales	30
7. Questions écrites	31
8. Questions d'actualité	32
9. Missions et visites	32
C. SÉNAT	33
PRÉSENTATION DES AUTRES ACTIVITÉS	36
CONCLUSION	50



AVANT- PROPOS

RODRIGUE DEMEUSE
DÉPUTÉ ECOLO AU PARLEMENT DE WALLONIE



**NOUS VOULONS
CONSTRUIRE UN
MONDE PLUS JUSTE
PERMETTANT
L'ÉMANCIPATION
DE TOUTES ET
TOUS AUJOURD'HUI
ET DEMAIN.**

Nous écologistes ...

Nous sommes des citoyennes et des citoyens engagés pour la justice sociale et environnementale. Nous sommes citoyennes et citoyens du monde investis dans nos communes, dans nos régions, notre pays, en Europe, dans le monde. Nous voulons construire un monde plus juste permettant l'émancipation de toutes et tous aujourd'hui et demain.

Nous voulons que les êtres humains soient considérés comme la principale richesse des sociétés qui peuplent la planète. Nous sommes conscients de notre interdépendance avec les peuples du monde et les écosystèmes naturels. Nous voulons léguer aux générations futures une planète viable. La justice sociale et la justice environnementale sont pour nous indissociables. Leur réalisation implique la participation active du plus grand nombre et le développement de toutes les solidarités: institutionnelles ou spontanées, maintenant, ici et ailleurs, aujourd'hui et demain.

Extrait du manifeste politique d'Ecolo





**AGIR SANS RELÂCHE POUR PROPOSER DES SOLUTIONS
ET FAIRE BOUGER LES LIGNES**

Cet extrait témoigne en quelques mots du sens de notre action comme représentant·e-s écologistes au sein du Parlement de Wallonie. Ce travail, pour Ecolo, ne peut être utile et efficace qu'en agissant de façon collective. À l'écoute des personnes et des acteurs de la société d'aujourd'hui, c'est ensemble que notre groupe de 12 député·e-s Ecolo - Laurent Agache, Olivier Bierin, Christophe Clersy, Veronica Cremasco, Valérie Delporte, Rodrigue Demeuse, Manu Disabato, Jean-Philippe Florent, Stéphane Hazée, Laurent Heyvaert, Anne Kelleter et Hélène Ryckmans - originaires de bassins différents et riches de qualités complémentaires, ainsi qu'avec notre équipe et plus largement avec les militant·e-s et les citoyen·ne-s qui partagent ce projet de société, nous entendons contribuer à construire une Wallonie plus durable, plus juste, plus agréable à vivre.



Les défis sont immenses, qu'il s'agisse de la transition écologique, de la nécessité d'une plus grande justice sociale, du redéploiement économique ou du renouvellement de la démocratie et des pratiques politiques au sein de notre Région. Ils sont aussi urgents.

C'est pourquoi nous nous consacrons pleinement à notre mandat de député, en investissant 100% de notre énergie pour la Wallonie. Nous formons un groupe soudé qui n'hésite pas à défendre ses valeurs au sein du Parlement de Wallonie et qui entend agir en particulier au sein de la majorité mise en place en septembre 2019.

Il s'agit de travailler pour proposer et concrétiser des solutions, crédibles et justes, pour répondre aux défis auxquels notre Région est confrontée et rallier le plus grand nombre autour de ces propositions.

Au moment où le sens de l'action politique et du travail parlementaire est parfois interrogé ou contesté, nous pensons qu'il est essentiel de relayer au sein du Parlement les besoins et les rêves des habitants de notre Région et d'agir sans compter pour tenter d'y faire bouger les lignes.

UNE DÉCLARATION DE POLITIQUE RÉGIONALE AMBITIEUSE

Notre première action au sein de cette nouvelle majorité en Wallonie, mise en place depuis le 13 septembre 2019, a été de fixer un cap autour d'une triple ambition qui est aussi une triple transition: une transition sociale, une transition écologique et une transition économique.

Ces transitions se retrouvent dans la Déclaration de politique régionale qui balise les priorités du Gouvernement en place. Notre participation a notamment visé à placer l'urgence climatique et la biodiversité au cœur des préoccupations wallonnes pour les années à venir. La société toute entière est appelée à modifier ses comportements en profondeur et les écologistes entendent engager la Wallonie dans une transition vers un nouveau modèle de société dans lequel les Wallonnes et les Wallons vivent mieux et plus heureux.

Cette transition s'inscrit notamment dans la réalisation des objectifs de développement durable adoptés par les Nations-Unies en prenant systématiquement en compte le respect des limites de la planète, la justice sociale et en associant les acteurs de terrain et les citoyens.

La justice sociale et la solidarité restent primordiales pour notre Région et nous entendons soutenir et permettre l'émancipation de tous ses habitants, en particulier les plus fragiles.

Le développement économique de la Wallonie est également vital, et nous entendons notamment promouvoir la création d'emplois dans des secteurs durables liés à la transition écologique, en nous appuyant sur des alliances emploi-environnement (secteurs de la construction, alimentation durable, énergie, ...).



UNE ANNÉE PARTICULIÈRE MARQUÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

Cette année a été fortement marquée par la crise sanitaire liée à la Covid-19, à laquelle il a fallu faire face et qui est toujours en cours. Cette crise a concentré une grande partie de l'énergie au sein du Parlement, à l'instar de l'ensemble de la société, et a conduit à adapter un certain nombre de procédures de travail.

Malgré cette crise, le Parlement a continué de fonctionner notamment à travers sa mission législative, avec la discussion et l'adoption de décrets, ainsi qu'à travers sa mission de contrôle du Gouvernement.

Nous ne passerons pas en revue, dans cet avant-propos, toutes les avancées obtenues par Ecolo avec ses partenaires de majorité, mais nous pouvons toutefois pointer quelques éléments marquants à titre illustratif et sans compter l'action du Gouvernement:

- adoption d'une motion demandant de refuser de signer, en l'état, le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), notamment compte tenu des risques sur le climat et l'environnement, sur la santé des consommateurs ainsi que sur l'agriculture familiale et durable.
- adoption d'un décret donnant le droit à l'auteur d'une pétition d'être entendu au sein du Parlement, dès que cette pétition a recueilli 1000 signatures;
- dépôt d'une proposition visant la mise en place de commissions délibératives permettant à des citoyens tirés au sort de participer à des débats aux côtés des députés élus, sur des thématiques également proposées par des citoyens, et de formuler des recommandations;
- initiative d'une proposition de décret visant à interdire toute coupure d'électricité et de gaz en l'absence d'une intervention du juge de paix et suppression des compteurs à budget.



PLUS DE 1000 QUESTIONS EN 1 AN

Au-delà de sa mission législative, le Parlement exerce également une mission de contrôle du Gouvernement, qu'il peut mettre en œuvre à travers des questions, orales ou écrites, ainsi que des interpellations. Il s'agit ainsi de relayer les interrogations des citoyens et de solliciter le Gouvernement pour qu'il puisse expliquer ses choix et ses décisions.

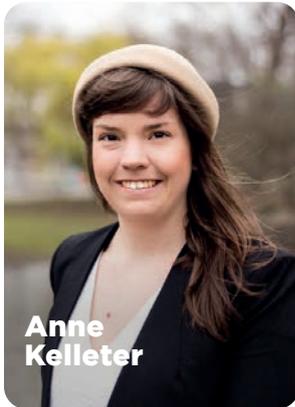
Si le nombre de questions parlementaires n'est pas l'indicateur le plus fidèle pour refléter la qualité de l'action des députés, il démontre néanmoins un certain dynamisme et une réelle connexion avec les citoyens dont les députés se font les porte-paroles.

Dans ce contexte, plus de 1000 questions parlementaires (1020 exactement) ont été déposées par les députés du groupe Ecolo durant la première année de la législature.

L'AVENIR DES WALLONS

Nous voulons participer activement au redéploiement nécessaire suite à la crise sanitaire que nous venons de vivre. Nous sommes convaincus que la société de l'après-covid doit être différente de celle qui l'a précédée. Ce n'est pas une prédiction ou un souhait. C'est une volonté et un engagement que nous portons en Wallonie et partout ailleurs. C'est dans cet état d'esprit que nous poursuivons notre action au sein du Parlement de Wallonie.





**Anne
Kelleter**



**Christophe
Clersy**



**Hélène
Ryckmans**



**Jean-Philippe
Florent**



**Laurent
Agache**



**Laurent
Heyvaert**



**Manu
Disabato**



**Olivier
Bierin**



**Rodrigue
Demeuse**



**Stéphane
Hazée**

Chef de groupe



**Valérie
Delporte**



**Veronica
Cremasco**



PRÉSEN- TATION DU DÉPUTÉ



Bonjour,

Si je tenais à déposer mon rapport d'activités parlementaires au terme de cette première année de mandat, c'est pour plusieurs raisons qui s'inscrivent à la fois dans le passé, le présent et le futur.

Dans le passé, d'abord. En effet, ce rapport d'activités parlementaires permet de faire le point sur ce qui a été réalisé jusqu'à présent depuis mon élection le 26 mai 2019 et ma prestation de serment au mois de juin 2019. C'est un outil précieux qui permet de se faire une idée des dossiers portés et des combats menés.

En une année, c'est ainsi **près de 200 questions** orales et écrites que j'ai eues l'occasion de poser aux différents Ministres, des dizaines d'interventions en commission ou en séance plénière, de nombreux amendements et motions, une dizaine de propositions





**PLUS QUE JAMAIS,
JE VEUX CONTINUER
À INCARNER LE RELAIS
DES ACTEURS
DE TERRAINS,
CITOYENS,
ASSOCIATIONS,
ENTREPRISES,
ET OUVRIR GRANDES
LES PORTES
DU PARLEMENT
POUR PARTICIPER
À LA RÉDUCTION
DU FOSSÉ QUI SE
CREUSE TOUJOURS
UN PEU PLUS ENTRE
LE MONDE POLITIQUE
ET LA POPULATION.**

de loi et de résolutions. Mais ce sont aussi des centaines de visites, de rencontres, d'actions de terrains. Le présent rapport n'est pas exhaustif, mais il donne une bonne idée du caractère varié et passionnant du métier de parlementaire, surtout lorsque l'on est l'un des plus jeunes députés de l'assemblée comme c'est mon cas.

Dans le présent, ensuite, en ce qu'il permet de remettre de l'ordre, de structurer, les activités en cours. Cette remise en ordre est d'autant plus précieuse en cette période de rentrée qu'elle invite à prendre du recul, de la hauteur, par rapport aux différentes actions entreprises. En ce sens, ce rapport peut être vu comme une invitation à sortir la tête du guidon pour mieux percevoir les évolutions liées à ces actions.

Dans le futur, enfin, et dans le prolongement de cette prise de recul, c'est aussi l'occasion de s'interroger et de dessiner tant la vision que les actions de demain. Ce que je veux entreprendre à court, moyen et long termes. Plus que jamais, je veux continuer à incarner le relais des acteurs de terrains, citoyens, associations, entreprises, et ouvrir grandes les portes du parlement pour participer à la réduction du fossé qui se creuse toujours un peu plus entre le monde politique et la population.

Cela passe par de nombreuses visites et rencontres de terrain que je veux plus que jamais intensifier, l'organisation de « live cafés » où nous allons chaque mois depuis un an à la rencontre des acteurs de changement autour d'un verre, via l'accueil de citoyens au Parlement, du porte-à-porte et une grande disponibilité pour les citoyens qui m'interpellent dans la rue ou sur les réseaux sociaux. Je mets également un point d'honneur à me rendre disponible pour les militants et mandataires de mon parti, mais également d'autres couleurs politiques.

Tout cela s'inscrit donc pleinement dans ma vision du mandat parlementaire, que je conçois avant tout comme active et participative.



Active en ce qu'un mandat parlementaire représente **un investissement de tous les instants**. Pas question pour moi de me donner à moitié. Je ressens une responsabilité vis-à-vis des gens qui ont voté pour moi, qui m'ont donné leur confiance pour que je les représente au mieux. Cette représentation implique une réelle activité. C'est d'ailleurs ce qui, jusqu'à présent, peut parfois générer une pointe de déception: le côté parfois rigide et lent du processus parlementaire (avec ses débats et discours qui s'additionnent...). Je suis pour moins de longs discours... et plus d'actions!

Participative en ce que je mets un point d'honneur, aux différents niveaux de pouvoir auxquels je suis engagé, à intégrer les citoyens dans le processus de décision. Que cela soit au Sénat, à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou à la Région wallonne, j'œuvre à faire tomber les murs du Parlement, qui paraît encore trop souvent, pour de nombreux citoyens, loin de leurs préoccupations. C'est pourquoi je fais des priorités de la création d'une assemblée citoyenne et de la mise en place de commissions mixtes, composées de personnes tirées au sort, dans l'esprit de ce qui se concrétise notamment au niveau bruxellois.

Mais il n'y a pas que la façon de faire de la politique qui est importante pour moi, il y a aussi le contenu et le travail des dossiers. Dans les différents parlements dans lesquels j'ai la chance de siéger, je suis ainsi plus particulièrement actif sur certaines matières qui me tiennent à cœur.

En Wallonie, c'est notamment le cas des pouvoirs locaux, des énergies renouvelables et de la performance énergétique des bâtiments, de la fiscalité et de la démocratie. À la Fédération Wallonie-Bruxelles, je me consacre principalement aux importants défis auxquels fait face le monde de l'enseignement supérieur.

Enfin, au Sénat, je suis particulièrement actif sur les processus de participation citoyenne et de renouveau démocratique.

Je reste par ailleurs très attaché à ma belle ville de Huy, où je siége au conseil communal en compagnie de **6 merveilleux et dynamiques conseillers communaux Ecolo**.

Enfin, je ne peux pas conclure cet avant-propos sans revenir brièvement sur le gros travail qu'a engendré la gestion de la crise de la Covid-19, avec dans mon chef un intense boulot de relai des préoccupations de la population vers le Parlement et le Gouvernement. Avec aussi la prise de toute une série de mesures et de décisions permettant de répondre aux difficultés qui se posaient sur le terrain, que cela soit pour soutenir les pouvoirs locaux, pour maintenir vivante la démocratie ou pour venir en aide aux étudiants confrontés aux conséquences directes de la crise.

Je vous propose donc, via ce rapport, de vous plonger avec moi dans cette première année de mandat particulièrement intense. Si sa lecture vous inspire des idées, propositions, impressions, n'hésitez pas à m'interpeller et je serais ravi d'en discuter avec vous!

Bonne lecture!



PARTI

- Ecolo

CIRCONSCRIPTION

- Huy-Waremme

MANDAT LOCAL

- Conseiller communal à Huy

DÉPUTÉ AU PARLEMENT DE WALLONIE

- Membre des Commissions du logement et des pouvoirs locaux (effectif);
- Président de la Commission des poursuites (effectif);
- Membre de la Commission du budget et des infrastructures sportives (suppléant).

DÉPUTÉ AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

- Membre effectif de la Commission des poursuites et de la Commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles.

SÉNATEUR DES ENTITÉS FÉDÉRÉES DÉSIGNÉ PAR LE PARLEMENT WALLON

- Membre de la Commission du Renouveau démocratique et de la Citoyenneté ainsi que du Comité parlementaire chargé du suivi législatif;
- Suppléant au sein du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes;
- Vice-Président de la délégation belge à l'assemblée interparlementaire de l'OTAN;
- Président de la section Brésil de l'Union interparlementaire (UIP).

Rodrigue Demeuse

12/51 Avenue de Batta, 4500 Huy

+32 494 90 59 19

rodrigue.demeuse@ecolo.be

<https://www.facebook.com/rodrigue.demeuse>

<https://www.instagram.com/rodriguedemeuse>

<https://twitter.com/@RDemeuse>

<https://ecolo.be/rodrigue-demeuse/>



PRÉSEN- TATION DES ACTIVITÉS PARLEMEN- TAIRES



MES ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES SE DÉCLINENT DANS TROIS ASSEMBLÉES DIFFÉRENTES.
AINSI, COMME LES 75 DÉPUTÉS WALLONS, JE SIÈGE À LA FOIS
AU PARLEMENT DE WALLONIE ET AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES,
EN ALTERNANCE UNE SEMAINE SUR DEUX.

J'ai par ailleurs la chance d'avoir été désigné par le Parlement de Wallonie comme sénateur, ce qui ouvre d'autres horizons passionnants tels que le travail en commun avec Groen et plusieurs représentations internationales.

A. PARLEMENT DE WALLONIE

Au Parlement de Wallonie, mes domaines de prédilection sont:

- Les pouvoirs locaux
- Les énergies renouvelables et la performance énergétique des bâtiments
- La démocratie et la participation citoyenne
- La fiscalité

Si je suis passionné par **les pouvoirs locaux**, c'est parce qu'ils sont le premier lien avec les citoyens. On a notamment vu depuis le début de la crise de la Covid-19 à quel point les communes étaient en première ligne et réalisaient un travail essentiel pour





pallier les carences d'autres niveaux de pouvoirs. Les communes, ce sont aussi les premiers investisseurs publics du pays et un formidable laboratoire de démocratie et de participation citoyenne.

Et pourtant, les pouvoirs locaux doivent aujourd'hui faire face à des difficultés jamais vécues jusqu'à présent. Les reports de charges des autres niveaux de pouvoirs, principalement du fédéral, pèsent de plus en plus lourd sur leurs épaules, tout comme le financement des zones de secours, des CPAS ou encore des pensions de leurs agents.

L'un de mes principaux combats au niveau du Parlement de Wallonie est donc la lutte contre l'asphyxie des finances locales. Lors de chaque Commission des pouvoirs locaux, je relaie les craintes et les demandes du terrain. Je participe également activement à la mise en œuvre des solutions initiées par le Gouvernement, telles que notamment la reprise du financement des zones de secours par les provinces, la mise en œuvre de mécanismes de souplesse budgétaire, le lancement et le suivi de la task force sur les finances communales afin de réfléchir à des pistes de solutions globales sur la question des pensions, comme sur l'ensemble des défis budgétaires auxquels sont aujourd'hui confrontées les communes.

J'ai par ailleurs défendu de nombreux autres dossiers en lien avec les pouvoirs locaux qui me tiennent particulièrement à cœur. Pour n'en citer que quelques-uns, j'évoquerais le soutien aux budgets participatifs, la protection des lanceurs d'alerte au niveau local, la simplification administrative ou encore l'orientation des investissements locaux vers un redéploiement vert et durable.

Venant de Huy, région qui sera extrêmement impactée par la transition nucléaire, je nourris depuis toujours une attention toute particulière aux questions liées à **l'énergie**. Je me consacre donc à la mise en œuvre des outils qui permettront

de réussir la transition énergétique, notamment pour atteindre les ambitieux objectifs que s'est fixée la Wallonie en la matière.

C'est ainsi que je suis particulièrement actif sur les dossiers liés à la sortie du nucléaire et aux alternatives à développer en matière d'énergies renouvelables, ainsi qu'à la rénovation des logements, avec la mise en œuvre des deux ambitieux plans initiés par le Gouvernement wallon en vue d'isoler et de rénover 250 000 logements privés et 55 000 logements publics.

Je me suis également particulièrement intéressé aux initiatives en matière de géothermie et de développement des réseaux de chaleur, notamment en travaillant sur le projet de décret relatif à l'encadrement des réseaux de chaleur en Wallonie.

Mais un domaine sur lequel j'ai beaucoup travaillé cette année, notamment avec le chef de groupe Ecolo, Stéphane Hazée, concerne **la participation citoyenne et le renouveau démocratique** au sein du Parlement de Wallonie.

J'ai entre autres corédigé une proposition de décret afin d'ouvrir le droit aux auteurs d'une pétition d'être entendus automatiquement par le Parlement de Wallonie dès qu'ils récoltent 1000 signatures, et ce dès 16 ans, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent! Elle garantit également le suivi d'une pétition en accordant le droit à une réponse endéans un délai de six mois suivant l'introduction de la pétition. Ce texte a été adopté à l'unanimité lors de la séance plénière de rentrée au mois de septembre 2020, ce qui constitue une belle victoire et un premier pas important vers davantage de participation citoyenne au sein du Parlement de Wallonie.

Outre ces quelques dossiers prioritaires, les actions et initiatives développées avec le groupe Ecolo au sein du Parlement sont évidemment très diversifiées. Vous trouverez dans les pages suivantes un éventail des propositions de décrets et de résolutions initiées, des interpellations et motions, ou encore des questions orales et écrites adressées aux différents Ministres.

S'il donne une idée du travail mené, cet inventaire ne reprend qu'une partie des initiatives prises. Il ne reprend ainsi pas les interventions faites dans le cadre de débats au sein du Parlement, que ce soit en séance plénière ou en commission, à l'occasion de la discussion d'un projet ou d'une proposition de décret ou de résolution, dans le cadre de l'examen du budget, lors de débats d'intérêt général ou d'actualité, ou encore pour encourager l'audition des acteurs de la société civile ou la consultation de diverses instances. Ces prises de parole peuvent être consultées sur le site www.parlement-wallonie.be ou <http://rodriguedemeuse.be>.

Enfin toutes ces activités parlementaires sont nourries, initiées ou appuyées par de multiples **contacts et rencontres** avec des organisations de la société civile, des associations, des citoyennes et des citoyens, lors de rencontres auxquelles je participe ou que j'initie pour nourrir mon travail parlementaire.

Le travail parlementaire donne également lieu à une série de communications publiques, dans les médias, mais aussi par voie électronique et sur les réseaux sociaux dont il est impossible de rendre compte.





1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

- Fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau et octroi de primes pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelable:

La présente proposition de décret prévoit la fin de la compensation entre les quantités d'électricité prélevées et injectées sur le réseau. À cet égard, il est mis en place trois primes pour favoriser la production d'électricité verte, le placement de compteurs et d'instruments de mesure et de pilotage en vue du renforcement du rôle des clients résidentiels en tant qu'acteurs de la transition énergétique.

- Modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution:

La présente proposition de décret met en œuvre la proposition de décret spécial modifiant l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. 203 (2019-2020) - N° 1). Elle précise le nombre de signataires nécessaires pour avoir le droit d'être entendu par le Parlement de Wallonie dans le cadre du droit de pétition.

- Modification de l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu:

La présente proposition de décret spécial modifie l'exercice du droit de pétition, consacré par la Constitution en son article 28 et dont les modalités sont réglées, pour la Région wallonne, par l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin d'ouvrir le droit aux auteurs d'une pétition d'être entendus par le Parlement de Wallonie. Elle garantit également le suivi d'une pétition en accordant le droit à une réponse endéans un délai de six mois suivant l'introduction de la pétition.



- Modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution:

La présente proposition de décret met en œuvre la proposition de décret spécial modifiant l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Doc. 203 (2019-2020) - N° 1). Elle précise le nombre de signataires nécessaires pour avoir le droit d'être entendu par le Parlement de Wallonie dans le cadre du droit de pétition.

PROPOSITIONS DE DÉCRET SPÉCIAL

- Modification de l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu:

La présente proposition de décret spécial modifie l'exercice du droit de pétition, consacré par la Constitution en son article 28 et dont les modalités sont réglées, pour la Région wallonne, par l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin d'ouvrir le droit aux auteurs d'une pétition d'être entendus par le Parlement de Wallonie. Elle garantit également le suivi d'une pétition en accordant le droit à une réponse endéans un délai de six mois suivant l'introduction de la pétition.

- Modification de l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution:

La présente proposition de décret spécial modifie l'exercice du droit de pétition, consacré par la Constitution en son article 28 et dont les modalités sont réglées, pour la Région wallonne, par l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin d'ouvrir le droit aux auteurs d'une pétition d'être entendus par le Parlement de Wallonie. Elle garantit également le suivi d'une pétition en accordant le droit à une réponse endéans un délai de six mois suivant l'introduction de la pétition.

2. PROJETS DE MOTION

- L'utilisation de matériaux biosourcés dans le programme de rénovation des logements publics
- L'aide des communes aux forains
- Asphyxie des finances locales
- Financement des zones de secours par les provinces
- Affaire Nethys

3. QUESTIONS ORALES

- Question orale du 14/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie (UVCW) sur la reprise du financement des zones de secours par les provinces



- Question orale du 14/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'étude 2020 de Belfius sur les finances locales
- Question orale du 14/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la suspension de l'exécution des marchés publics pendant la crise de la Covid-19 et les compensations financières réclamées aux communes
- Question orale du 14/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'information aux étudiants et l'interprétation de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 22 en ce qui concerne les baux étudiants
- Question orale du 13/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur la mise en œuvre du processus participatif pour atteindre les objectifs climatiques de la Wallonie
- Question orale du 13/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à CRUCKE Jean-Luc, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives sur la lutte contre l'abus fiscal au niveau wallon et la participation à la mise en œuvre de la directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, en abrégé « DAC6 »
- Question orale du 30/06/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur les budgets participatifs communaux
- Question orale du 30/06/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la mise en œuvre du projet de rénovation de 55000 logements publics et son lien avec le secteur de la construction et de la rénovation
- Question orale du 30/06/2020 à Morreale Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur la restructuration annoncée sur le site d'ArcelorMittal à Marchin
- Question orale du 29/06/2020 à Crucke Jean-Luc, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, sur l'impact du développement de Liege Airport sur le survol de la centrale nucléaire de Tihange
- Question orale du 16/06/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur le rôle du CRAC dans l'accompagnement des communes et CPAS
- Question orale du 15/06/2020 à Henry Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur l'impact du coronavirus sur la consultation des Régions dans le cadre de la mise en œuvre du CRM
- Question orale du 03/06/2020 à Henry Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur l'impact du coronavirus sur le déploiement des énergies renouvelables



- Question orale du 02/06/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la souplesse budgétaire accordée aux communes suite à la crise du coronavirus
- Question orale du 02/06/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur l'état d'avancement de la reprise du financement des zones de secours par les provinces
- Question orale du 19/05/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la mise en œuvre du déconfinement au niveau local
- Question orale du 19/05/2020 à Dermagne Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur le rôle des pouvoirs locaux dans un redéploiement durable et vert
- Question orale du 19/05/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'état d'avancement du travail de la «task force» relative aux finances locales
- Question orale du 24/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la mobilisation d'agents communaux dans les maisons de repos et autres lieux en première ligne face au coronavirus
- Question orale du 10/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la protection des lanceurs d'alerte au niveau local et intercommunal
- Question orale du 10/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation au sein du Conseil de l'enseignement communal et provincial (CECP)
- Question orale du 10/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur le développement des logements publics en bois
- Question orale du 09/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur la stratégie wallonne de développement des constructions biosourcées
- Question orale du 09/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur le développement de la géothermie profonde et peu profonde en Wallonie
- Question orale du 18/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à BORSUS Willy, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences sur l'avenir économique de la région hutoise suite à la fermeture de la centrale nucléaire de Tihange
- Question orale du 18/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'évaluation des grades légaux communaux



- Question orale du 18/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur l'inscription des communes dans la démarche zéro déchet
- Question orale du 17/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur le développement des réseaux de chaleur en Wallonie
- Question orale du 04/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation au sein du Conseil de l'enseignement communal et provincial (CECP)
- Question orale du 04/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation financière des sociétés de logement de service public (SLSP)
- Question orale du 04/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à MORREALE Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes sur la reconversion des travailleurs et l'avenir du site de la centrale nucléaire de Tihange
- Question orale du 07/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à BORSUS Willy, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences sur la demande de permis pour le stockage des combustibles usagés sur le site de la centrale nucléaire de Tihange
- Question orale du 07/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation au sein du Conseil de l'enseignement communal et provincial (CECP)
- Question orale du 07/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation au sein du Conseil de l'enseignement communal et provincial (CECP)
- Question orale du 07/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'impact de la cotisation de responsabilisation sur les communes
- Question orale du 07/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à MORREALE Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes sur le développement des abris de nuit
- Question orale du 26/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur le soutien aux budgets participatifs des communes
- Question orale du 26/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la performance énergétique des logements publics
- Question orale du 12/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la situation financière des CPAS



- Question orale du 12/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur le coût des zones de police pour les communes
- Question orale du 22/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la baisse des investissements communaux et la création d'une « task force » pour les finances locales
- Question orale du 22/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur l'étude d'impact environnemental des billes de caoutchouc utilisées sur les terrains synthétiques de sport
- Question orale du 08/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à MORREALE Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes sur le dispositif de soutien à l'emploi dans les secteurs d'activités marchands (SESAM)
- Question orale du 07/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à CRUCKE Jean-Luc, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives sur la prolongation du moratoire sur les terrains synthétiques composés de billes en caoutchouc
- Question orale du 24/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur les logements inoccupés
- Question orale du 23/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur la RN90

4. QUESTIONS ÉCRITES

- Question écrite du 31/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur le signalement d'un loup à Villers-le-Bouillet
- Question écrite du 31/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur les rejets de produits dans la Meuse à hauteur de la centrale nucléaire de Tihange
- Question écrite du 31/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur la présence d'arsenic, d'argent et de mercure dans le Geer
- Question écrite du 31/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à CRUCKE Jean-Luc, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives (sur le rapport demandé à Liege Airport relatif à l'impact du développement de l'aéroport sur le survol de la centrale nucléaire de Tihange
- Question écrite du 31/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur la sécurisation de la RN90 à Huy et à la réfection du Quai Dautrebande



- Question écrite du 17/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur la finalisation de la liaison Tihange-Tinlot
- Question écrite du 17/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur l'avancement des travaux d'agrandissement de l'écluse d'Ampsin-Neuville
- Question écrite du 17/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les perspectives d'amélioration du service de bus en région hutoise
- Question écrite du 17/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur le calendrier des projets sur Huy-Waremme dans le cadre du nouveau Plan RAVeL 2020-2024
- Question écrite du 10/08/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les aménagements cyclistes suite aux travaux sur la N69 à Waremme
- Question écrite du 14/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur le calendrier des projets sur Huy-Waremme dans le cadre du nouveau Plan RAVeL
- Question écrite du 02/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DE BUE Valérie, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière sur les virages dangereux répertoriés par l'application Coyote dans l'arrondissement de Huy-Waremme
- Question écrite du 02/07/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'assujettissement des intercommunales aux taxes communales et au précompte immobilier
- Question écrite du 26/06/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal sur l'identification de zones de baignade au sein de l'arrondissement Huy-Waremme
- Question écrite du 15/06/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur le service de bus à Berloz
- Question écrite du 23/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité sur la production d'énergie renouvelable et la crise du Covid-19
- Question écrite du 23/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur la souplesse budgétaire et le chômage temporaire au sein des pouvoirs locaux dans le cadre de la crise du coronavirus
- Question écrite du 23/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les projets sur Huy-Waremme dans le cadre du nouveau Plan RAVeL 2020-2024



- Question écrite du 14/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur l'harmonisation des décisions communales relatives à l'organisation des camps d'été
- Question écrite du 07/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur le report de l'enrôlement des taxes communales en raison du coronavirus
- Question écrite du 06/04/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la nécessaire souplesse en faveur des finances locales suite à la crise du coronavirus
- Question écrite du 26/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la rénovation des logements publics en Wallonie
- Question écrite du 25/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur la mise en œuvre de l'alliance emploi-environnement en matière de rénovation des bâtiments
- Question écrite du 25/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la gestion du coronavirus par les pouvoirs locaux
- Question écrite du 25/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur l'impact financier du coronavirus pour les communes wallonnes
- Question écrite du 25/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur le respect de la circulaire du 20 mars 2020 relative à la continuité des services des pouvoirs locaux durant la période temporaire de confinement
- Question écrite du 23/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à MORREALE Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur l'application de l'accord de stabilité d'emploi conclu au sein de la Commission paritaire 326
- Question écrite du 19/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à BORSUS Willy, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur le soutien à la recherche en matière d'énergie
- Question écrite du 13/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les conditions de nage en eau libre en Meuse
- Question écrite du 17/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les nuisances sonores le long de l'autoroute E40 à hauteur de Berloz
- Question écrite du 12/02/2020 de DEMEUSE Rodrigue à MORREALE Christie, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes, sur l'accord de stabilité d'emploi conclu à la centrale nucléaire de Tihange



- Question écrite du 31/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur la possible fermeture du recyparc de Wasseiges
- Question écrite du 16/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur la mise en œuvre du Fonds régional pour les investissements communaux (FRIC)
- Question écrite du 16/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur les incompatibilités dans le chef des membres des comités d'attribution des sociétés de logement de service public (SLSP)
- Question écrite du 16/01/2020 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les travaux de déboisement le long de la E40
- Question écrite du 27/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DE BUE Valérie, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière, sur la sécurisation de la rue Grande à Meeffe
- Question écrite du 26/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur les mécanismes encourageant l'isolation des logements par les particuliers
- Question écrite du 14/11/2019 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur l'évaluation de la ligne de bus Wallonia Easy Line (WEL) reliant Marche-en-Famenne à Liège
- Question écrite du 18/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à CRUCKE Jean-Luc, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, sur la situation précise des terrains synthétiques de sport en Wallonie
- Question écrite du 07/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur le reclassement du salaire des membres du collège communal et des directeurs général et financier dans certaines communes
- Question écrite du 07/10/2019 de DEMEUSE Rodrigue à HENRY Philippe, Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité, sur la création d'un arrêt Wallonia Easy Line (WEL) à Tinlot
- Question écrite du 26/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à TELLIER Céline, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur le déblaiement du terriil du Hénâ
- Question écrite du 25/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à BORSUS Willy, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur la demande de permis pour le stockage des combustibles usagés sur le site de la centrale nucléaire de Tihange



- Question écrite du 20/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à BORSUS Willy, Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences, sur le projet #WallCode
- Question écrite du 09/09/2019 de DEMEUSE Rodrigue à COLLIN René, Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région, sur l'apparition du loup dans le Condroz
- Question écrite du 05/08/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, sur la création de nouvelles lignes de bus express entre Ferrières, Huy, Hannut et Waremme
- Question écrite du 31/07/2019 de DEMEUSE Rodrigue à CRUCKE Jean-Luc, Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports, sur l'impact pour l'aéroport de Bierset du survol aérien de la centrale nucléaire de Tihange
- Question écrite du 18/07/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, sur la sécurisation de la RN90
- Question écrite du 02/07/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, sur le contrôle des rejets thermiques dans la Meuse de la centrale nucléaire de Tihange
- Question écrite du 01/07/2019 de DEMEUSE Rodrigue à DI ANTONIO Carlo, Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings, sur la nouvelle ligne express de bus (WEL) reliant Liège à Marche-en-Famenne

5. QUESTION D'ACTUALITÉ

- Question d'actualité du 11/03/2020 de DEMEUSE Rodrigue à DERMAGNE Pierre-Yves, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville sur l'impact des politiques fédérales et régionales sur les finances des communes wallonnes

6. DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL

- Déclaration d'intérêt régional sur la place du vélo en Wallonie
- Déclaration d'intérêt régional sur l'importance de la mobilité dans l'atteinte des objectifs ambitieux et la lutte contre le réchauffement climatique



7. MISSIONS ET VISITES

Tout au long de l'année, les rencontres, missions et visites de terrain en lien avec le Parlement de Wallonie ont été nombreuses.

Voici un petit aperçu non-exhaustif et photographique de quelques activités particulièrement marquantes vécues dans ce cadre: de l'accueil d'une délégation de parlementaires américains sur le thème des énergies renouvelables à la visite du barrage hydroélectrique de Coo, en passant par celle de l'entreprise John Cockerill à Seraing... Mais encore l'accueil d'étudiants de l'UMons ainsi que celui de jeunes engagés dans le service citoyen, sans oublier ma participation, avec la casquette de juré, à une simulation de débat parlementaire entre les étudiants de l'ULiège.

Toutes ces activités, visites, rencontres... s'inscrivent dans l'objectif de resserrer les liens entre politiques et citoyens. Le travail de terrain est pour moi essentiel en ce qu'il permet de rapprocher les gens en décroissant les murs du Parlement.

À l'heure où la confiance de la population envers les élus a rarement été aussi faible, ce travail est plus que nécessaire - il est obligatoire et urgent.

- Avec la délégation de Parlementaires Américains;
- Visite de l'entreprise John Cockerill à Seraing;
- Dans les coulisses du barrage hydroélectrique de Coo;
- Simulation de débats Parlementaires par des étudiants de l'ULiège;
- Avec les étudiants de l'UMons;
- Avec des jeunes engagés dans le service citoyen.



Avec la délégation de parlementaires américains





Simulation de débats parlementaires par des étudiants de l'Uliège



Dans les coulisses du barrage hydroélectrique de Coö



Accueil de l'École Saint-Martin dans le cadre du Parlement des Enfants

B. PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Au niveau du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, je consacre toute mon énergie au passionnant domaine de **l'enseignement supérieur**. Mon expérience d'ancien assistant à l'université et d'ancien membre du mouvement étudiant m'ont naturellement conduit à m'investir en faveur des étudiants depuis les bancs du Parlement, et plus largement au service de l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur.

Les défis auxquels est aujourd'hui confronté le monde de l'enseignement supérieur sont gigantesques, avec une précarisation croissante des étudiants, un sous-financement chronique du secteur, un accès parfois difficile aux études supérieures, ou encore de grosses réformes sur la table comme celle du décret paysage et de la formation initiale des enseignants.

Depuis toujours, Ecolo se bat non seulement pour rendre l'enseignement supérieur **accessible au plus grand nombre d'étudiants**, mais également pour leur **donner les moyens de réussir**. Je poursuis donc ce combat historique, en me consacrant notamment à la lutte contre la précarité étudiante et les freins à l'accès aux études.

Plusieurs combats ont par ailleurs jalonné cette première année de mandat, parmi lesquels la lutte contre le harcèlement dans l'enseignement supérieur, la défense du programme Erasmus et de son accessibilité, la mise à disposition de supports de cours de qualité, l'accès aux allocations d'études pour le plus grand nombre (avec un gros combat remporté pour la suppression du critère de finançabilité comme condition d'octroi),





ou encore la lutte contre les pratiques inacceptables des fausses universités. Je compte évidemment poursuivre ces engagements dans les prochains mois pour contribuer à améliorer le sort de l'ensemble des acteurs du monde de l'enseignement supérieur.

Mais ce qui m'a le plus mobilisé cette année dans le domaine de l'enseignement supérieur est bien évidemment la gestion de la crise sanitaire du coronavirus et de l'ensemble de ses conséquences sur les étudiants et établissements. Ainsi, du jour au lendemain, les 200 000 étudiants francophones ont basculé dans le monde de l'enseignement à distance, avec de terribles conséquences sur le suivi des cours et l'accès aux outils numériques ou, tout simplement, à des espaces pour étudier. J'ai donc consacré toute mon énergie à relayer les préoccupations et les difficultés vécues sur le terrain afin que des solutions puissent être apportées.

C'est ainsi que des moyens sociaux importants ont pu être dégagés pour venir en aide aux étudiants en difficulté. J'ai aussi contribué à la mobilisation des communes afin qu'elles mettent des locaux à disposition des étudiants pour suivre leurs cours et passer leurs examens. J'ai surtout été à l'initiative d'un décret adopté au mois de juillet afin de garantir à l'ensemble des étudiants de pouvoir se réinscrire au mois de septembre en cas d'échec vécu durant cette année académique extrêmement particulière. Il était essentiel pour moi **d'éviter à tout prix qu'aucun étudiant ne soit pénalisé par la crise**. Avec plusieurs collègues de la majorité, nous avons donc obtenu que la crise ne soit pas synonyme de coup d'arrêt dans le parcours d'études. Et je suis particulièrement fier d'y être parvenu!

1. PROPOSITIONS DE DÉCRET

- 20/08/2020: Décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°27 du 11 juin 2020 relatif à l'organisation de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires en vue de l'année académique 2020-2021
- 17/08/2020: Proposition de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n°27 du 11 juin 2020 relatif à l'organisation de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires en vue de l'année académique 2020-2021
- 03/07/2020: Proposition de décret déterminant la finançabilité des étudiants pour l'année académique 2020-2021

2. PROPOSITION DE RÉOLUTION

- 15/07/2020: Proposition de résolution visant à développer de nouvelles stratégies pédagogiques dans l'enseignement supérieur et à renforcer l'accompagnement des étudiants

3. PROJETS DE MOTION

- Motion sur la garantie de la finançabilité des étudiants
- Motion sur l'aide à la réussite et les conditions de réussite des examens.

4. AMENDEMENTS

- 09/07/2020: Proposition de décret déterminant la finançabilité des étudiants pour l'année académique 2020-2021. Amendement n°3 déposé par M. Martin Casier, M. Rodrigue Demeuse et Mme Françoise Schepmans.
- 04/12/2019: Projet de décret portant diverses mesures relatives aux bâtiments scolaires, aux fonds budgétaires, à la santé, à l'enseignement supérieur, à la recherche, au sport, aux hôpitaux universitaires, au personnel de l'enseignement et à WBE. Amendement n°1 déposé par Mme Alexia Bertrand, M. Martin Casier et M. Rodrigue Demeuse.

5. RAPPORT

- 11/02/2020: Rapport de commission présenté au nom de la Commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles sur le 31^e cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Fascicule II.



6. QUESTIONS ORALES

- 07/07/2020 Mesures sanitaires encadrant la rentrée académique
- 07/07/2020 Accès aux copies d'examen et recours possibles
- 07/07/2020 Évaluation de la première session d'examens
- 23/06/2020 Utilisation des aides sociales par les étudiants dans le cadre de la crise du Covid-19
- 23/06/2020 Protection des données relatives aux examens à distance et aux conditions de délibérations
- 23/06/2020 Refinancement de l'enseignement supérieur
- 26/05/2020 Suivi des initiatives pour poursuivre le programme Erasmus avec le Royaume-Uni
- 12/05/2020 Évaluation du respect des mesures encadrant la fin de l'année académique
- 12/05/2020 Situation des étudiants Erasmus suite à la crise du coronavirus
- 12/05/2020 Mise à disposition de locaux par les établissements d'enseignement supérieur et les pouvoirs locaux à destination des étudiants
- 12/05/2020 Situation des doctorants, chercheurs-enseignants, chercheurs universitaires pendant la crise du coronavirus
- 28/04/2020 Concertation relative à l'organisation de la fin d'année académique, des évaluations et des stages
- 28/04/2020 Accompagnement des étudiants dans le cadre des cours à distance
- 19/03/2020 Mesures prises pour lutter contre le coronavirus dans l'enseignement supérieur
- 19/03/2020 Suivi des initiatives pour poursuivre le programme Erasmus avec le Royaume-Uni
- 19/03/2020 Suivi de la situation au sein de l'IAD et du Conservatoire de Bruxelles
- 19/03/2020 Protection des établissements d'enseignement supérieur contre les cyberattaques
- 19/03/2020 État d'avancement du groupe de travail consacré aux bourses d'études
- 03/03/2020 Suivi du travail relatif à la pratique des notes absorbantes
- 03/03/2020 Frais supplémentaires réclamés aux étudiants boursiers dans le cadre de leur parcours académique
- 03/03/2020 Charte des droits et des devoirs pour les baptêmes étudiants
- 20/02/2020 Suivi des initiatives pour poursuivre le programme Erasmus avec le Royaume-Uni



- 11/02/2020 Gratuité des supports de cours
- 11/02/2020 Organisation des rencontres du théâtre jeune public à Huy
- 28/01/2020 Fin du partenariat entre l'ULB et l'Institut Confucius
- 28/01/2020 Harcèlement dans le cadre des études supérieures
- 28/01/2020 Durée des études supérieures
- 14/01/2020 Remboursement des bourses d'études
- 17/12/2019 Remboursement des bourses d'études pour cause de non finançabilité
- 17/12/2019 Évaluation du décret du 6 octobre 2011 relatif aux supports de cours
- 17/12/2019 Pénurie d'étudiants en dentisterie
- 17/12/2019 Allongement du programme de cours pour les étudiants issus des hautes-écoles inscrits en master de gestion de l'environnement à l'ULB
- 19/11/2019 Modalités du processus d'évaluation du décret paysage
- 19/11/2019 Recommandations du programme coLAB portant sur l'inclusion d'experts-réfugiés dans l'enseignement supérieur
- 19/11/2019 Stages dans l'enseignement supérieur
- 15/10/2019 Impact sanitaire et environnemental des terrains sport synthétiques
- 15/10/2019 Inscription au mémoire ou travail de fin d'étude pour les étudiants n'ayant pas acquis leur grade de premier cycle
- 15/10/2019 Epreuve d'admission aux études de médecine et de dentisterie

7. QUESTIONS ÉCRITES

- 17/07/2020 La non-coopération d'un des deux parents pour l'obtention d'une bourse d'études
- 02/04/2020 Situation sociale des étudiants dans le contexte de l'épidémie de coronavirus Question n°142 du 2 avril 2020
- 11/02/2020 Remboursement des frais de déplacement du personnel du CCECP Question n°73 du 11 février 2020
- 03/01/2020 Examen d'entrée en médecine pour les étudiants ayant acquis plus de 45 points Question n°57 du 3 janvier 2020
- 07/11/2019 Impact du décret paysage sur le taux d'échec et la finançabilité des étudiants
- 26/08/2019 Prestations de nuit des éducateurs en internat, homes d'accueil, homes d'accueil permanent et Centres de dépaysement et de plein air (CDPA) Question n°2 du 26 août 2019



8. QUESTIONS D'ACTUALITÉ

- 04/03/2020 Problématique du harcèlement dans les ESA
- 15/01/2020 Poursuite du programme Erasmus+ avec le Royaume-Uni

9. MISSIONS ET VISITES

Outre les nombreuses rencontres de terrains et réunions avec les différents acteurs de l'enseignement supérieur (représentants étudiants, recteurs, professeurs, chercheurs...), une visite m'a particulièrement marqué cette année. C'est celle des élèves de mon ancienne école primaire.

En tant que député/parrain, j'ai ouvert les portes du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles aux élèves de 6^e primaire de l'école Saint-Martin de Villers-le-Bouillet.

Les élèves ont ainsi troqué les bancs de leur classe contre ceux du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette visite s'inscrivant dans le cadre du projet «Parlement des enfants». Un projet qui n'a hélas pas pu être mené jusqu'à son terme en raison de la crise sanitaire.

Les discussions ont toutefois été tellement passionnantes que je suis retourné dans leur classe quelques semaines plus tard pour poursuivre les échanges.



C. SÉNAT



Le Sénat se réunit une fois par mois en séance plénière et une fois toutes les deux semaines en commission. Le travail que j'y accomplis me passionne véritablement, notamment parce que cela m'ouvre vers d'autres horizons. Je pense notamment à la collaboration avec les verts flamands de Groen, avec qui nous formons un groupe commun (le deuxième de l'assemblée).

Ceci étant, j'ai aussi l'occasion de représenter le Sénat dans diverses fonctions à portée internationale, comme l'assemblée parlementaire de l'OTAN ou la section bilatérale de l'Union interparlementaire (UIP) avec le Brésil.

Et puis, le Sénat c'est surtout un lieu de réflexions qui permet de travailler sur des enjeux sociétaux importants, comme **le renouveau démocratique**, ce qui me passionne profondément.

Je voudrais d'ailleurs transformer ce lieu chargé d'histoire en un véritable laboratoire de la participation citoyenne.



C'est pourquoi, à l'initiative du groupe Ecolo-Groen, une toute nouvelle commission a vu le jour, présidée par la sénatrice Ecolo Farida Tahar. Son objet: le renouveau démocratique et la citoyenneté.

En tant que membre actif de cette commission, je suis rapporteur d'un rapport d'information sur les mécanismes de participation citoyenne, dont la rédaction est actuellement en cours, après plus de 6 mois d'auditions passionnantes de dizaines d'experts sur le sujet.

Mais, avec le groupe Ecolo-Groen, nous voulons aller plus loin et **transformer le Sénat en assemblée de citoyens tirés au sort**. Ce serait une première mondiale à l'échelle d'un pays et nous sommes vraiment convaincus de la plus-value d'une telle forme de démocratie participative. Nous avons rédigé en ce sens une proposition de déclaration de révision de la Constitution dont je suis le primo-signataire. Et j'espère que nous pourrons faire avancer cet important chantier dans les prochains mois.

- Rapporteur d'un rapport d'information sur les mécanismes de participation citoyenne;
- 22/10/2019: Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale et les Communautés en matière de lutte contre les infox (fake news);
- 06/02/2020: Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant le plan d'action interfédéral contre le racisme et la discrimination;
- 26/06/2020: Proposition de déclaration de révision de l'article 36, du titre III, chapitre I^{er} et chapitre II, des articles 100, 119, 143, 151, 174 et 195 de la Constitution visant à supprimer le Sénat pour créer une assemblée de citoyens tirés au sort.



Avec des étudiants de l'UNamur



Avec des étudiants de l'UCLouvain



Avec des étudiants de l'ELSA - Bruxelles



PRÉSEN- TATION DES AUTRES ACTIVITÉS



ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN regroupe aujourd'hui plus de 300 parlementaires issus des 29 pays membres de l'OTAN ainsi que de 14 pays associés. Si je suis le plus jeune membre de l'assemblée, j'y siége également en tant que Vice-Président de la délégation belge. En son sein, je suis membre actif au sein de la Commission sur la dimension civile de la sécurité et la démocratie.

En octobre 2019, à l'occasion de la 65^e session annuelle de l'Assemblée organisée à Londres, j'ai représenté la délégation belge sur une série de volets inclus dans un rapport:

- Réaffirmer l'attachement envers les valeurs et principes fondateurs de l'OTAN; Soutenir la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN après l'extinction du traité FNI;
- Évoquer les développements récents en Afghanistan;
- L'OTAN célèbre septante ans de paix et de sécurité sous le signe de l'unité; Relever les défis sécuritaires émanant d'Afrique;
- Renforcer la cybersécurité, la cyberdéfense et la cyberdissuasion de l'OTAN.

En 2020, la Commission dont je suis membre a travaillé sur les projets de rapport suivants:

- Le projet de rapport général présenté par Ulla SCHMIDT (Allemagne): Faire avancer le programme «femmes, paix et sécurité»;
- Le rapport CDS DG présenté Angel TILVAR (Roumanie): Améliorer la pédagogie et la communication à propos de l'OTAN;
- Le projet de rapport spécial présenté par Lord JOPLING (Royaume-Uni): La Chine et l'ordre mondial libéral;
- Le projet de rapport spécial Covid-19 présenté par Joëlle GARRIAUD-MAYLAM (France): L'impact de la crise de la Covid-19 sur la dimension civile de la sécurité.



Avec le député fédéral Groen Wouter De Vriendt à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Londres



De façon plus générale, «l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) offre aux parlementaires des pays membres de l'Alliance atlantique un cadre spécialisé privilégié leur permettant de débattre de la sécurité de l'Alliance et de peser sur les décisions à ce sujet. Grâce à ses travaux et activités, l'Assemblée contribue à sensibiliser les milieux parlementaires aux principaux enjeux liés à la sécurité de la zone euro-atlantique et prête son concours au contrôle, par les parlements nationaux, du secteur de la défense et de la sécurité. Elle participe au renforcement des relations transatlantiques et des valeurs qui sous-tendent l'Alliance. Si l'Assemblée est, sur le plan institutionnel, distincte de l'OTAN, elle constitue un lien essentiel entre cette dernière et les parlements des pays membres de l'Alliance. Elle assure une plus grande transparence des politiques de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et permet aux législateurs et citoyens de l'Alliance de mieux comprendre les objectifs et missions de celle-ci.»

Enfin, je suis très heureux d'avoir initié la création d'un groupe des parlementaires écologistes au sein de l'assemblée, ce groupe qui est en voie de constitution. Car il est important pour moi de pouvoir aussi porter et faire entendre la parole des verts au sein de cette assemblée.



Avec M. l'Ambassadeur de Belgique aux Etats-Unis lors du Forum transatlantique mondial de Washington

UIP : PRÉSIDENCE DE LA SECTION BILATÉRALE AVEC LE BRÉSIL



«UIP», pour «Union interparlementaire», késako? Il s'agit de l'organisation globale des parlements nationaux. Cette organisation ne date pas d'hier... Ses racines remontent à 1889. Ce qui n'était alors qu'un petit groupe de parlementaires rassemble aujourd'hui près de 200 membres et un nombre croissant de parlementaires élus aux quatre coins du globe. L'UIP œuvre pour la paix, la démocratie, les droits humains, l'égalité des genres, l'émancipation des jeunes et le développement durable par le biais du dialogue politique, de la coopération et de l'action parlementaire.

Pour ma part, en ma qualité de sénateur, j'ai la chance de présider la section bilatérale belgo-brésilienne. Dans le cadre de ses travaux et avec ma collègue Fatima Ahallouch, nous avons notamment reçu au Sénat l'ambassadeur du Brésil, S.E. Haroldo de Macedo Ribeiro. Une rencontre qui en appelle d'autres afin d'approfondir le dialogue initié et de poursuivre nos efforts de compréhension mutuelle des intérêts que partagent nos pays.

HUY ET L'ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

Si je suis originaire de Huy, où je siége en tant que conseiller communal, je n'en demeure pas moins un député régional représentant l'arrondissement de Huy-Waremme. Je mets donc un point d'honneur à être le plus présent possible dans chacune des 31 communes de l'arrondissement.

C'est dans cet esprit que nous avons notamment lancé avec mon complice au fédéral Samuel Cogolati les «**Live Café**» : une émission diffusée mensuellement et depuis un an sur nos réseaux sociaux. À travers cette émission, nous arpentons les communes de l'arrondissement Huy-Waremme, à la rencontre de figures locales inspirantes. Le temps d'un échange dans une ambiance informelle, décontractée.



La dernière émission a été captée sous le nouveau chapiteau de Latitude 50, pôle des arts du cirque et de la rue, situé à Marchin. Autour de la table, nous avons accueilli son directeur, Olivier Minet, ainsi que la Ministre de la Culture, Bénédicte Linard.

Avant cela et jusqu'à présent, nous avons fait escale à :

- Wanze, avec les fondateurs de la masse critique et Philippe Renardy, de WaahCoop!;
- Strée, avec Juan et Juliette, deux maraîchers œuvrant pour le très local;
- Hannut, avec Bernadette Michel, Présidente du conseil d'administration du Collectif logement, et France Wagener, coordinatrice chez HesbiCoop;
- Engis, avec Julie Chanson, autre jeune députée fédérale, Johan Ancia, échevin Ecolo à Engis, Yves Moulin, fondateur du projet d'écoconstruction «Le Mökki des fontaines», et Michel Thomas, Président de SOS Pays mosan;
- Huy, avec Hamide, directrice de l'ASBL Dora Dores, et Jean-Luc, directeur du Service d'entraide familiale;
- Ferrières, avec Yanicke, fondatrice de «La petite Gatte», Jessica, membre de l'association «UBUNTOUs», et Renaud, coorganisateur du «Bucolique Ferrières Festival»;
- Waremme, avec Jocelyne, membre de la plateforme citoyenne «Hesbaye terre d'accueil», et Jacques, Président de «Hesbicoeur».

Outre ces «Live Café», et toujours avec Samuel, nous avons lancé suite à la crise sanitaire la série «**Nos héroïnes locales, portraits de personnes extra et ordinaires**».

En effet, la crise met en lumière des métiers trop souvent dans l'ombre... Et nous plaidons coupables (nous sommes les premiers à poster des photos de nous).

C'est pourquoi nous avons décidé d'inverser la tendance: en publiant des portraits de personnes extra et ordinaires, originaires de l'arrondissement Huy-Waremme, et qui sont en première ligne face à la Covid-19.



Nous avons ainsi partagé les témoignages de :

- Pauline, ambulancière à la Croix-Rouge ;
- Stacy, infirmière urgentiste ;
- Alexia, travailleuse dans un super-marché ;
- Sandrine, institutrice maternelle et prof en haute école ;
- Valérie, aide-ménagère ;
- Anne, aide-soignante dans une maison de repos.



QUELQUES DOSSIERS EMBLÉMATIQUES ET PRIORITAIRES POUR L'ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

SORTIE DU NUCLÉAIRE ET REDÉPLOIEMENT DU SITE DE TIHANGE

Que cela soit au niveau local comme régional, je travaille activement sur ce dossier aussi central que fondamental, tant pour le bassin hutois que pour l'arrondissement et au-delà. Du stockage de déchets nucléaires à Tihange, impliquant une réflexion à long terme, à la reconversion des travailleurs de la centrale dans le cadre de son démantèlement (objectif zéro perte d'emplois, y compris au-delà de 2025), j'interpelle régulièrement les autorités compétentes afin de garantir un avenir prospère au bassin mosan via un redéploiement ambitieux.

Alors que le démantèlement de Tihange 2 est prévu pour 2023 et celui de Tihange 1 et 3 pour 2025, aucun texte contraignant n'encadre cette sortie du nucléaire. Face à ce vide juridique, un plan est non seulement nécessaire, mais également urgent. C'est pourquoi, en coordination avec Samuel Cogolati, député fédéral en charge du nucléaire, ainsi qu'avec l'équipe des conseillers Ecolo au niveau communal, nous proposons un plan en trois axes pour préparer concrètement l'après-nucléaire à Huy-Waremme, entre démantèlement et reconversion du site :



L'accompagnement social en s'assurant de ne laisser personne sur la touche.

Il est essentiel de saisir cette opportunité pour développer une expertise en Belgique, et pourquoi pas dans notre région. Pour cela, une piste pourrait notamment être de créer de nouvelles filières de formation dans le démantèlement, au sein du Forem par exemple. J'ai d'ailleurs interpellé la Ministre Morreale sur cette question et ses réponses sont encourageantes.

Ecolo veut fixer dans la loi un démantèlement sûr, responsable, effectif, et non-différé

Dans le temps des réacteurs nucléaires belges. Le but ultime est en effet d'atteindre le «Green Field»: à la suite des travaux de démantèlement, toute sorte d'activité (même non-industrielle) pourra être établie au sein de la zone. En d'autres termes, les sites de Tihange et Doel doivent être entièrement décontaminés et libérés pour qu'ils puissent servir à d'autres fins à l'avenir.

Une transition écologique et économique de Huy-Waremme

En suivant de près les études faites par les experts, notamment la SPI, l'Université de Liège et le GRE, l'objectif est de pleinement s'engager dans la voie de la transition énergétique et écologique, une reconversion du site qui nécessite l'élaboration d'abord d'un plan de redéploiement économique et la création d'un espace de qualité au service du développement économique, afin d'accueillir les entreprises de demain dans un cadre requalifié.

UNE MOBILITÉ PLUS DOUCE ET PLUS DURABLE

Autre dossier prioritaire pour moi au niveau de l'arrondissement Huy-Waremme, et pour lequel je travaille activement au niveau régional, celui de la mobilité... et d'activer tous les leviers afin de développer une mobilité plus douce et plus durable.

Au premier rang de mes engagements, on retrouve notamment le développement des **lignes de bus express**.

Je me suis particulièrement battu pour l'amélioration de ligne Liège-Marche (déplacement d'arrêt, tarifs, suppression du système de réservation, etc.) ainsi que pour la création le 1^{er} octobre d'une toute nouvelle ligne entre Waremme, Hannut et Namur, comme je l'ai plaidé depuis le début de mon mandat.

Après le lancement de lignes entre Marche et Liège ainsi qu'entre Waremme et Namur, je viens d'apprendre, après avoir interpellé le Ministre wallon de la Mobilité, Philippe Henry, à ce sujet qu'un projet de création d'une ligne express de bus entre Huy et Waremme est en cours de réflexion et pourrait voir le jour dès 2021! Je me réjouis évidemment de cette excellente nouvelle! C'est une demande forte d'Ecolo depuis des années et un vrai combat pour moi depuis le début de mon mandat. Je serai particulièrement attentif à la concrétisation de ce dossier et ne peux que



saluer la volonté de la Région et du Ministre d'avancer dans cette direction, dès lors que la liaison entre Huy et Waremme est un axe structurant de notre arrondissement pourtant très mal desservi par le TEC.

Le TEC, justement, qui m'a amené à me battre pour le maintien d'une **ligne de bus à Berloz**. En effet, et jusqu'à présent, Berloz est la seule commune de Wallonie à ne pas être desservie par un service de bus TEC, mais bien par De Lijn. Cela engendre toute une série de conséquences importantes dommageables pour les Berloziens, dont notamment un prix des abonnements deux fois plus élevé ou encore l'obligation de faire traduire officiellement en néerlandais tous les documents à fournir pour obtenir les abonnements (avec donc un coût important). Bonne nouvelle pour les Berloziens, il semblerait qu'une ligne de bus TEC devrait voir le jour dans les prochains mois. Mais la vigilance reste de mise et je suis ce dossier de près.

Toujours au rayon des nouvelles réjouissantes en faveur d'une mobilité plus douce et plus durable, figurent les ambitieux **Plans «RAVeL 2020-2024» ainsi que «Mobilité et Infrastructures»**.

Une série de projets vont ainsi être lancés aux quatre coins de l'arrondissement Huy-Waremme: de la création de pistes cyclables et aménagements cyclo-piétons (Crisnée, Saint-Georges-sur-Meuse, Huy, Nandrin, Geer, Wanze, Moha, Hamoir) à la sécurisation de différents accès, dont la RN90 à Huy pour laquelle je me bats depuis longtemps, en passant par l'aménagement de rond-points à Waremme. Un dossier important est également confirmé avec la création d'un rond-point à Tinlot dans le cadre de la liaison Tihange-Tinlot, pour un montant de 6 millions d'euros.

Last but not least, le Plan RAVeL prévoit d'investir plus de 7 millions sur Huy-Waremme d'ici 2024 pour créer un RAVeL Sy-Hamoir et pour rénover et relier les lignes 126 et 127, ce qui est une vraie priorité pour moi.

VENIR EN AIDE AUX PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES

Avec les écologistes, nous luttons non seulement pour davantage de justice environnementale, mais également pour davantage de justice sociale. L'aide aux personnes les plus vulnérables fait donc partie intégrante de notre ADN.

C'est pourquoi, au sein de l'arrondissement de Huy-Waremme, je m'investis à fond pour:

Un abri de nuit à Huy-Waremme

Après avoir interpellé la Ministre wallonne compétente à ce sujet, Christie Morreale, j'ai appris qu'avec une volonté politique locale, il est possible de mobiliser des fonds régionaux afin de développer des abris de nuit à Huy-Waremme. Si aucune demande venant de notre arrondissement n'est encore parvenue jusqu'à l'administration régionale pour ce type de projet, j'aspire à fédérer les différentes autorités locales, notamment via la conférence des élus afin de rentrer un premier projet.



Aider les victimes de violences conjugales et intrafamiliales

Avec Géraldine Blavier, Coprésidente de la régionale Ecolo de Huy-Waremme, nous encourageons tous les élus de l'arrondissement, qu'ils soient locaux, régionaux ou fédéraux, à être encore plus attentifs à cette problématique durant la crise. Nous souhaitons que ce travail de communication, de même que celui réalisé par la police de Bruxelles-Nord, puisse être appliqué dans les différentes communes de l'arrondissement. De son côté, le fédéral doit s'assurer que la police et la justice continuent d'effectuer le suivi des plaintes. En Fédération Wallonie-Bruxelles, la Ministre Bénédicte Linard met notamment en place des campagnes de prévention et s'assure de la disponibilité de places en refuge.

Ne laisser aucun travailleur sur la touche

Que cela soit dans le cadre de la sortie du nucléaire ou, comme il y a peu, de la restructuration annoncée sur le site d'ArcelorMittal à Marchin, je mets tout en œuvre pour obtenir des garanties en termes d'emploi et trouver des solutions afin de pérenniser l'activité. Sur le site de Marchin, cela passe notamment par une réorientation vers des produits plus innovants, pour lesquels il y a un réel potentiel de développement.

QUELQUES ACTIONS ET COMBATS MENÉS À HUY

Conseiller communal à Huy depuis 2012, j'ai le bonheur d'être entouré d'une formidable équipe. Avec les autres conseillers et conseillères écologistes, nous redoublons d'idées et de projets pour rendre notre ville à la fois plus agréable, plus solidaire et plus durable. Cela passe par une série de dossiers: mobilité, social, culturel, démocratique... Voici un nouvel aperçu, non-exhaustif, d'actions et de combats que j'ai portés lors de cette année 2019-2020.

MOBILITÉ

- Sécuriser la RN 90! La RN 90 est connue pour son caractère hautement accidentogène, tant pour les usagers faibles que pour les automobilistes. C'est pourquoi je me bats depuis plusieurs années pour sécuriser cette chaussée. Le message a été entendu par le Ministre wallon de la Mobilité, Philippe Henry. Un premier pas sera franchi dans le cadre du Plan «Mobilité et Infrastructures» qui prévoit des premiers budgets en la matière.
- Pour un téléphérique gratuit pour les Hutois! Nous sommes convaincus qu'il est possible d'envisager le téléphérique au-delà de l'aspect purement touristique, comme un véritable atout en termes de mobilité. À l'image des grandes villes européennes, mais aussi de beaux projets en Wallonie comme à Namur ou Liège. La configuration hutoise s'y prête d'ailleurs particulièrement bien puisque le téléphérique permettra aux Hutois de rejoindre le centre-ville depuis la Sartre et les quartiers situés sur les hauteurs, voire aux automobilistes d'y laisser leur voiture pour rejoindre le cœur de la Ville. Mais pour cela, il faut que l'utilisation du téléphérique soit gratuite pour les Hutois, qui auront d'ailleurs contribué à sa reconstruction à hauteur de plusieurs millions d'euros.





- Pour des navettes fluviales! Je n'en démords pas: je suis convaincu que ce service peut fonctionner et apporter un véritable plus, tant en termes touristiques qu'en matière de mobilité. Mais pour cela, un arrêt à Ben-Ahin, au niveau des centres commerciaux et des parkings, est indispensable... Par ailleurs, les mentalités ont aussi fortement évoluées ces derniers temps, notamment avec la navette fluviale liégeoise qui connaît de plus en plus de succès chaque année. Il est donc temps de relancer ce beau projet!
- Pour des véhicules communaux à disposition des Hutois! Combiné à d'autres moyens de mobilité, ce système n'a que des avantages: c'est d'abord vecteur d'économies financières puisque cela permet à des personnes de se passer de l'achat d'une voiture ou d'une deuxième voiture, cela diminue donc également la congestion des routes et c'est aussi bon pour l'environnement. Cela crée en outre de la convivialité entre les utilisateurs, tout en permettant aussi à des Hutois qui ne disposent pas de certains types de véhicule, comme une camionnette, d'en louer une à la Ville à prix réduit. Enfin, cela ne nécessite aucune gestion technique spécifique de la part de la Ville, puisque tout est géré via l'application une fois le système mis en place. Quant aux assurances, elles sont spécialement négociées par la plateforme, à des tarifs identiques aux assurances actuelles. Je suis convaincu de la plus-value qu'apporterait un tel service à Huy, surtout s'il est combiné à d'autres systèmes de voitures partagées, comme Ecolo le demande depuis de nombreuses années.

SOCIAL

- Défense du Centre hospitalier régional hutois (CHRH), et pas seulement! Les écologistes comptent poursuivre le travail entamé pour défendre le CHRH et les hôpitaux de notre arrondissement, et ce à tous les niveaux de pouvoir, en



ce compris au sein du Conseil d'administration du CHRH dont nous assurons la Vice-Présidence avec Laurine Corthouts, afin de garantir une accessibilité et une qualité des soins, pour l'ensemble du territoire de Huy-Waremme.

- Un local d'étude à la bibliothèque. Durant les mois de décembre et de janvier, la bibliothèque de Huy a mis à disposition des étudiants en examen une salle accessible en semaine, en ce compris les mardis et jeudis matins quand la bibliothèque est normalement fermée au public. C'est une excellente initiative que nous appelons de nos vœux depuis longtemps et je tiens à remercier vivement le personnel communal qui a rendu cela possible. Néanmoins, de façon plus embêtante, la bibliothèque était fermée pendant les deux semaines des vacances de Noël, à l'exception d'un jour et demi par semaine, et ce alors qu'il s'agit de la période de blocus par excellence. C'est un problème évident qu'il faudra régler pour l'an prochain... Il est donc bien nécessaire d'améliorer le dispositif pour les prochaines éditions, afin d'offrir un service qui corresponde mieux encore aux besoins des étudiants. C'est en ce sens que je suis intervenu au Conseil communal.

CULTURE ET ENVIRONNEMENT

- Rencontres du Théâtre Jeune Public à Huy. Les Rencontres du Théâtre Jeune Public se déroulaient chaque année à Huy durant la seconde quinzaine d'août, en collaboration avec la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Province de Liège. L'objectif des Rencontres est de présenter aux programmeurs potentiels et à la presse les nouveaux spectacles de théâtre jeune public bénéficiant de l'aide à la diffusion dans le cadre du dispositif «Spectacle à l'Ecole». Il s'agit non seulement d'un moment très important pour les acteurs culturels concernés, mais également d'un événement permettant d'apporter un réel souffle culturel à la région hutoise. Face à l'épidémie de la Covid-19, différentes questions se posent aujourd'hui par rapport à l'organisation de l'événement et à la reconnaissance des compagnies sélectionnées. Questions par rapport auxquelles je resterai attentif afin que les Rencontres puissent à nouveau s'organiser à Huy l'an prochain.
- Végétalisation de la ville. En 2017, Ecolo avait proposé d'introduire à Huy le permis de végétaliser, c'est-à-dire une autorisation d'installer, sur l'espace public, des plantes, des potagers collectifs, des petits arbustes fruitiers... Bref, c'est une dynamique qui permet de verdurer la ville et de la rendre plus agréable. On a notamment vu à quel point la façade végétalisée de la rue du Cerf était particulièrement appréciée des Hutois et des touristes. C'est dans cette direction qu'il faut avancer. Ce type d'initiative fonctionne d'ailleurs déjà très bien dans de nombreuses autres villes en Europe, comme à Paris ou, plus près de chez nous, Liège ou Tournai. Et cela prend aujourd'hui encore plus de sens avec la crise de la Covid-19 qui nous force à repenser l'espace public pour mieux y respirer et en profiter. Au mois de novembre 2019, le Conseil communal avait adopté un règlement visant à lancer ce fameux permis de végétaliser à Huy. À l'époque, il était prévu qu'une communication soit faite en ce sens vers les Hutois et qu'un formulaire facilement accessible soit mis en ligne sur le site de la Ville. Mais, aujourd'hui, on n'en trouve toujours aucune trace.



DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION CITOYENNE:

- Plus de participation citoyenne! Depuis des années, nous nous battons pour réviser le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal afin d'associer de manière beaucoup plus systématique les Hutois. Parmi les propositions que nous mettons sur la table, les principales sont les suivantes: la diffusion en direct sur internet des séances du Conseil communal, une facilitation du droit d'interpellation du Conseil par les citoyens dès 16 ans, un droit d'initiative citoyenne permettant aux Hutois de déposer eux-mêmes des projets de délibération à soumettre au Conseil communal, la possibilité de poser des questions d'actualité urgentes, la possibilité d'intégrer des citoyens aux réunions des commissions communales et enfin des commissions communales présidées par un conseiller communal et représentatives de l'ensemble des groupes du Conseil communal.
- Pour le redéploiement de la Rue Neuve avec les Hutois! 5 ans après l'effondrement des immeubles de la Rue Neuve, il est temps d'avancer et de créer une nouvelle dynamique et partir des besoins du quartier. Pour cela, nous proposons de rêver ce projet avec les Hutois, en lançant un concours d'architectes ou un appel à intérêts, dont le meilleur projet serait soumis aux habitants. Ce serait un projet réellement enthousiasmant pour les Hutois, qui loin de faire perdre du temps, permettrait d'en gagner sur l'avenir en donnant un véritable nouveau souffle à un quartier qui en a bien besoin.
- 5G à Huy: pour une consultation et de la précaution! Que cela soit au niveau fédéral, régional ou local, nous voulons qu'une vraie consultation publique au sujet du déploiement de la 5G soit organisée. Chez Ecolo, nous défendons le principe de précaution, tant pour la santé que pour l'environnement.
- «Hutopia», un questionnaire en ligne pour donner la parole aux Hutois·e·s, en les appelant à partager leurs meilleures idées pour construire notre ville d'après-crise. Aujourd'hui, à l'heure d'un premier bilan exposé lors de l'Assemblée générale de la locale Ecolo-Huy, un premier constat ressort: Hutopia a mobilisé 126 participant·e·s. De quoi être agréablement surpris par cette participation, qui témoigne d'une demande de la population de participer activement au déconfinement de la Ville et de ses quartiers.

ET BIEN D'AUTRES TERRAINS D'ACTIONS ENCORE ...

- Le porte-à-porte qui se poursuit, comme ici à Waremmé
- Des rencontres pour des solutions, comme dans cette usine de biogaz à Geer
- Sur les traces de nouveaux véhicules moins polluants destinés aux pouvoirs locaux
- En visite chez Interdel à Herstal
- À la rencontre d'élèves à Herve, mais aussi à Villers-le-Bouillet
- Distribution d'arbres fruitiers
- La traditionnelle Saint-Valen'train
- Lors de l'action «Wallonie plus propre»
- Ou encore lors de la semaine de la mobilité





Distribution d'arbres fruitiers



Le porte-à-porte qui se poursuit, comme ici à Wareme



ou encore lors de la semaine de la mobilité

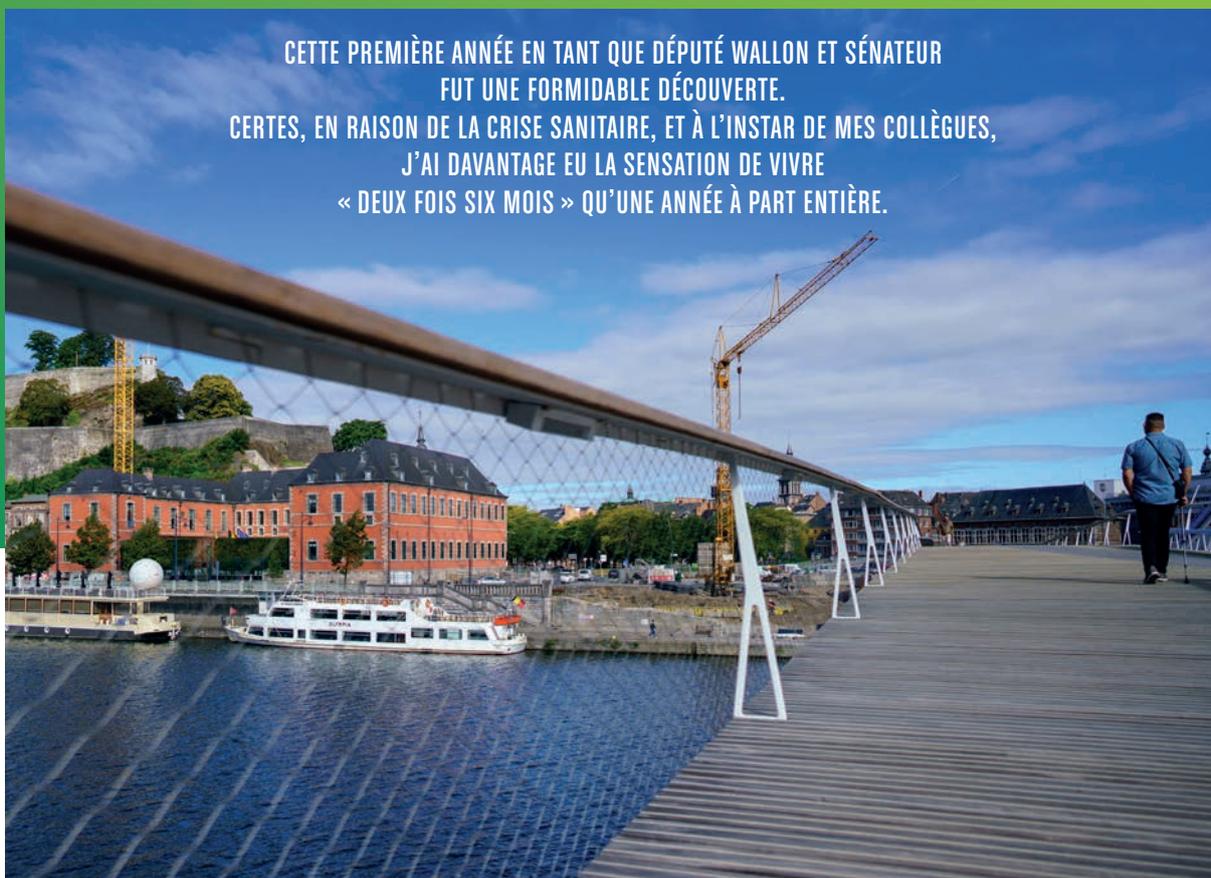


La traditionnelle Saint-Valen'train



CONCLUSION

CETTE PREMIÈRE ANNÉE EN TANT QUE DÉPUTÉ WALLON ET SÉNATEUR
FUT UNE FORMIDABLE DÉCOUVERTE.
CERTES, EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE, ET À L'INSTAR DE MES COLLÈGUES,
J'AI DAVANTAGE EU LA SENSATION DE VIVRE
« DEUX FOIS SIX MOIS » QU'UNE ANNÉE À PART ENTIÈRE.



Malgré la crise sanitaire, qui a bouleversé nos modes de vie et de fonctionnement, je suis heureux que nous ayons pu avancer sur une série de dossiers et de projets essentiels pour rendre notre Région plus agréable, plus juste et plus durable dès aujourd'hui.

En cette rentrée, je suis plus que jamais décidé à poursuivre dans cette direction et à redoubler le travail de terrain, que cela soit à l'échelon local ou régional.

C'est sans doute ce que je préfère dans mon mandat jusqu'à présent: les rencontres personnelles en ce qu'elles me permettent d'agir comme leur relais au niveau institutionnel.

Ce travail auprès des gens me paraît d'autant plus crucial à l'heure où la confiance envers les élus ne cesse de diminuer. Il est urgent de rapprocher citoyens et politiques, de coconstruire davantage le monde de demain, en se serrant les coudes... en attendant de pouvoir se redonner la main.

Cela passe selon moi par toujours plus de participation citoyenne à l'exercice politique. En tant que jeune député, j'encourage aussi les jeunes, aux idées tournées vers une société plus verte et plus solidaire, à s'engager!





Square Arthur Masson, 6 - 5012 Namur
081.23.10.36 - courriel@parlement-wallonie.be

Éditeur responsable: Rodrigue Demeuse,
Député Ecolo au Parlement de Wallonie,
avenue de Batta 12/51 - 4500 Huy